

d'Afrique. A mon avis, nous devrions accroître de beaucoup l'aide que nous accordons à l'Afrique en particulier. Il faudrait que leur agriculture se perfectionne car les Africains s'adonnent à la culture avec des moyens très primitifs. Ils n'ont pas d'autre source de revenu national, à la vérité. Dans la plupart des pays d'Afrique, les jeunes gens doivent quitter leur foyer pour gagner leur vie. Le Canada pourrait favoriser d'une façon étonnante l'essor de ces pays et, ce faisant, il pourrait certes aider à unifier ce Commonwealth comme il devrait l'être.

Je voudrais que tous mes collègues à la Chambre souscrivent à une pareille initiative en vue d'accorder cette aide aux pays d'Afrique, à vrai dire, à tous les pays du Commonwealth. J'espère qu'on y verra bientôt. A mon avis, le Commonwealth, plus que tout autre organisme dans le monde d'aujourd'hui, nous offre le plus grand espoir de paix et de sécurité internationales. Dans le cadre du Commonwealth, nous pouvons souder et garder ensemble une équipe dont les membres représentent plusieurs races et parlent plusieurs langues, mais qui ont tous un attachement commun à la Couronne, et le lien qui unit la plupart de ces peuples est la langue anglaise. Je souhaiterais que nous, au Canada, adoptions une attitude en tant que nation et en tant que peuple, non pas en fonction de ce que nous pouvons obtenir, mais de ce que nous pouvons donner dans le monde d'aujourd'hui.

M. C. R. Granger (Grand-Falls-White-Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, le budget qui a été déposé avant-hier soir a suscité beaucoup d'intérêt, peut-être plus qu'en tout autre temps, ces dernières années. On l'attendait avec beaucoup d'impatience et on s'est livré à beaucoup de conjectures, parce que le ministre des Finances (M. Fleming) avait laissé entendre qu'il présenterait un budget expansionniste.

M. Bell (Carleton): Il en a présenté un, aussi.

M. Granger: Le mot «expansionniste» produit des effets magiques. Encore aux prises avec la régression et le chômage, le Canada se trouvait dans de mauvais draps. Personne n'a admis officiellement que le pays se trouvait dans une impasse, mais on semblait reconnaître officieusement que les choses n'allaient pas bon train et le public commençait à craindre qu'il soit impossible de sortir de ce marasme.

A peu près tout le monde a accueilli avec plaisir la nouvelle que le budget serait de nature expansionniste et l'émoi était grand. Certes, il n'est pas inexact d'appeler ce budget le budget des grands espoirs. Mardi soir, le ministre a déposé le budget des grands

espoirs. Le préambule en était héroïque et le ministre l'a donné de manière héroïque. Les propos du ministre trahissaient son optimisme. On trouve de lui à la page 6876 du Hansard ces paroles:

On peut s'attendre qu'avant longtemps, la croissance normale de la demande réelle rattrapera la capacité de production.

Une bonne part de l'exposé essaie d'expliquer les nouvelles politiques, qui vont, à ce qu'on prétend, faire du Canada une nouvelle Arcadie, un vrai pays de cocagne. Le ministre ensuite avoue que tout ne tourne pas rond. Voilà qui est nouveau et qui explique le caractère inusité du budget. Il dit, par exemple:

Nous trouvons, dans nos industries, plus de chômage et plus de productivité inutilisée que nous ne saurions en accepter. Le rythme de croissance économique a été, ces derniers temps, moins rapide qu'il aurait dû l'être pour permettre l'absorption d'une main-d'œuvre dont le chiffre augmente rapidement, et la production d'une industrie à productivité croissante.

C'était, d'une façon élégante, admettre l'existence du chômage. Plus loin, soit à la page 6877 du Hansard, autre élégance:

Nous n'avons pas l'intention de laisser les événements suivre leur cours,...

A noter, cependant, qu'il n'annonce pas le dirigisme économique. Une de ses déclarations allait bientôt se révéler exacte, surtout quand il a dit:

Le budget que je présente ce soir n'est pas un budget ordinaire.

Ce n'est certes pas un budget ordinaire. Il ne repose pas sur des données idéologiques. Il devait s'agir d'un budget d'expansion, non pas d'un de ces budgets ordinaires, de ces budgets où les dépenses se paient au fur et à mesure. Les années qui passent et la persistance de problèmes économiques ont provoqué un changement dans les esprits sinon dans les cœurs.

Le gouvernement actuel n'en est pas à son premier déficit. Il en a eu en 1958, 1959, 1960 et 1961 et il en prévoit un énorme pour 1962. J'irais même jusqu'à dire que le déficit, c'est pour le gouvernement un mode de vie. Mais là où le présent régime innove, c'est quand il identifie le déficit à un instrument de prospérité et qu'il le célèbre comme un moyen permettant d'atteindre noblement une fin glorieuse.

Je me hâte d'ajouter que le déficit n'est pas nécessairement condamnable en soi ou, peut-être, devrais-je dire que le déficit, considéré comme ressort financier, peut se justifier. Je ne reproche pas au gouvernement de recourir au budget déficitaire. Je m'étonne simplement du revirement de doctrine qui a accompagné l'annonce du déficit. On peut